



Séance du 18 novembre 2022 à 15h

à l'Académie des sciences d'outre-mer, 15 rue La Pérouse 75116 Paris

accessible en présentiel et en visioconférence

présidée par **Hubert Loiseleur des Longchamps**

coordonnée par **Dominique Barjot**

Le passé est-il toujours condamnable ?

PROGRAMME

Introduction

Hubert Loiseleur des Longchamps, Président – ASOM

Lecture du procès-verbal de la séance du 21 octobre

Avis de décès de M. Baptiste Leseigneur

Pierre Gény, Secrétaire perpétuel – ASOM

Présentation de la séance

Dominique Barjot, Président de la 2^{ème} section – ASOM

Dans les années récentes, de nouvelles idéologies, venues pour partie d'Outre-Atlantique, mais aussi fréquemment conçues en France, ont abouti à une remise en cause des apports de la science historique. Portée par une nouvelle génération de militants d'extrême-gauche, autour de thèmes tels que la race, le genre et l'identité. Ces idéologies puisent aux sources d'un antiracisme politique, pour qui le racisme constitue une composante structurelle et organisée de l'occident blanc. Elles prennent la forme du *wokisme*, c'est-à-dire de la conscience d'être dominant ou dominé et de la *cancel culture*, consistant à effacer du débat tout interlocuteur aux propos ou aux postures jugées insultants pour les minorités dominées. Elles s'alimentent d'un retour à la théorie du genre, mais aussi du succès, dans les sciences sociales, de *l'intersectionnalité* particulièrement affirmée dans les études de genre (lutte contre le patriarcat blanc hétéronormé). S'agissant des rapports entre la France, ses Outre-mer et les anciens territoires de son Empire, ces idéologies nouvelles ont précipité le passage des études post-coloniales au *décolonialisme*, qui implique de déconstruire la culture et occidentale et de désoccidentaliser l'Occident lui-même. Le débat récurrent autour de *l'islamo-gauchisme* en est l'une des manifestations. C'est dans ce contexte que la parole est ici donnée au témoignage de trois témoins, membres éminents de notre Académie, ainsi qu'à l'analyse des historiens les plus au fait de la question. Il s'agit de profiter notamment de l'opportunité que nous offre la mise en œuvre du rapport Stora, à propos des relations franco-algériennes, et d'un brillant essai historiographique publié il y a peu par Henry Laurens, autour de l'histoire du Proche-Orient arabo-musulman.



Table ronde N° 1 « L'Algérie et la France : quelles voies pour la réconciliation ? »

Questions posées par Dominique Barjot aux trois intervenants

Question 1 : *Pourriez-vous nous dire, en quelques mots, ce qu'est pour vous l'Algérie ? Une « expression géographique » ou une nation ? un ou des peuples ? un État technocratique susceptible ou non d'aller vers la démocratie ? que peut-on attendre de l'intégration régionale et du multilatéralisme ?*

Question 2 : *Qu'est-ce qui fait, selon vous, l'originalité des rapports entre la France et l'Algérie aujourd'hui ? L'histoire peut-elle ouvrir les voies d'une réconciliation durable des mémoires et, à travers elles, des femmes et des hommes des deux pays ? Quel peut et/ou doit être la place de l'historien dans ce processus de réconciliation ?*

Question 3 : *Dans son rapport remis en 2021 au Président de la République, Benjamin Stora avance un certain nombre de préconisations : qu'en pensez-vous ? dans quelle mesure sont-elles réalisables ? existe-t-il un ordre de priorité s'agissant de ces mesures ? à cet égard, quel a été l'impact de la dernière visite « officielle et d'amitié » d'Emmanuel Macron en Algérie (25 au 27 août 2022) ?*

Boualem Sansal, Membre associé – ASOM

Comme si le passé et ses douleurs lancinantes ne suffisaient pas, le présent et le futur qui se prépare sous nos yeux viennent chaque jour ajouter de nouvelles difficultés dans l'établissement d'une relation d'amitié et de coopération saine et profitable entre la France et l'Algérie. A eux seuls, l'émigration clandestine, l'islamisme, et la délinquance, que rien ne semble pouvoir juguler, découragent toutes les bonnes volontés et rendent impossible la levée des obstacles à la libre circulation des hommes, condition première de l'amitié, de la coopération et donc de la réconciliation. Il manque aussi, et peut-être surtout, aux deux pays, des hommes d'État charismatiques capables de rendre le miracle possible. Il a suffi d'une poignée de mains à De Gaulle et Adenauer pour réaliser l'impossible réconciliation entre la France et l'Allemagne et en faire un modèle pour le monde. Les dirigeants français et algériens n'ont pas ce don de guérison, au contraire ils ont celui d'aggraver le mal. Il nous faudra apprendre à vivre avec, c'est peut-être pour les peuples le moyen de le vaincre. Macron et Tebboune se congratulent abondamment à chacune de leurs rencontres. Ce n'est pas un comportement de chef d'État, de flatter et de faire assaut d'effusion.

Benjamin Stora, Inspecteur général de l'Éducation nationale, Professeur émérite des universités

Né à Constantine (Algérie) en 1950, historien, docteur d'État en Histoire et en Sociologie, il est Professeur émérite des universités, Inspecteur Général de l'Éducation Nationale (IGEN) et ancien Président du Musée national de l'histoire de l'immigration (Paris, 2014-2020). Il a remis à la demande du Président de la République française un rapport sur la « mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie » en 2021. Il a dirigé avec Abdelwahab Meddeb, une encyclopédie, *Histoire des relations entre juifs et musulmans* (Albin Michel, 2013). Il a récemment publié *Une mémoire algérienne* (Robert Laffont, 2020), *France-Algérie. Les passions douloureuses* (Albin Michel, 2021), et une bande dessinée avec Nicolas Lescanff, *Histoire dessinée des juifs d'Algérie* (La Découverte, 2021). Benjamin Stora a été le commissaire général des expositions « Juifs d'Orient » à l'Institut du Monde Arabe (2021), et au Musée National de l'Histoire de l'Immigration (2022). Il a publié une quarantaine d'ouvrages d'histoire et de sociologie sur l'histoire du Maghreb contemporain et de l'Algérie



(Ed La Découverte, Stock, Gallimard, Albin Michel). B. Stora a été conseiller historique sur plusieurs films de fiction, dont *Indochine*, (Oscar du meilleur film étranger, 1993), et *Les hommes libres* (présenté au Festival de Cannes, 2011). Il est enfin l'auteur de plusieurs documentaires pour la télévision (une dizaine). Dernière diffusion, « *C'était la guerre d'Algérie* », série de cinq heures sur France 2 en prime time, mars 2022.

Réponse de Benjamin Stora

« Lorsque j'ai accepté la demande du Président de la République française de remettre un rapport sur la colonisation et la guerre d'Algérie en janvier 2021, je savais que je m'engageais sur un chemin semé d'embûches. Entre exercices de travail historique classique, et engagements citoyens conduisant à des prises de positions politiques, j'ai essayé pourtant d'avancer. En consultant largement d'autres historiens, des intellectuels, des éducateurs, des responsables d'associations appartenant à différents groupes de mémoires (des pieds-noirs aux harkis, des immigrés aux anciens soldats appelés), des pédagogues, des spécialistes de la conservation d'archives. J'ai entendu leurs remarques, leurs observations. J'ai souhaité confronter les points de vue, dans le respect de la diversité et de la pluralité des opinions. Tout en sachant que les usages publics de l'histoire ont fait couler beaucoup d'encre au cours des dernières années, comme en témoigne l'appel lancé par Pierre Nora en 2005, « Liberté pour l'histoire ».

J'ai mesuré l'importance des mémoires et la diversité des histoires vécues; l'exigence d'une histoire sachant articuler l'approche globale et la perception locale, qui ne soit pas repliée dans un récit essentialiste et unificateur, prenant en compte la richesse des différentes écritures historiques. J'ai encore mesuré toute l'importance de la transmission et de la valorisation de la connaissance historique par l'image, par l'audiovisuel et par les outils numériques. J'ai vu toute l'émotion des descendants des groupes de mémoires, toujours et encore très forte lorsque le Président de la République a prononcé la déclaration de pardon envers les harkis abandonnés en 1962, et les pieds-mois qui ont été victimes de la fusillade à Alger le 26 mars 1962 ; ou au moment de la dénonciation de la répression contre les travailleurs algériens à Paris le 17 octobre 1961... Tous ces gestes, ces déclarations permettront, je l'espère, l'ouverture d'une séquence mémorielle consacrée à cette période douloureuse de l'histoire française. Il s'agit là d'une *mise en mouvement* pour d'autres gestes, mais surtout pour la *connaissance* de toute cette période, encore mal connue, mal étudiée par la société et la jeunesse française.

Mon rapport, on l'aura compris, n'était donc pas un récit nouveau d'histoire académique, mais une suite d'enquête sur la mémoire commencée il y a plus de trente ans, avec mon ouvrage *La gangrène et l'oubli* publié en 1991. Où se croisent les éclaircissements apportés par les recherches érudites, les paroles d'acteurs blessés, les peurs du passé incroyablement vivaces. Entre histoire savante et récits chuchotés dans l'intimité familiale, un chemin se dégage qui sera emprunté, je l'espère, par de nouveaux chercheurs algériens et français, américains et africains, et d'autres horizons encore.... »

Bibliographie de Benjamin Stora, en rapport avec le thème de la table ronde:

Les passions douloureuses, Paris, Albin Michel, 2021.

Les mémoires dangereuses, entretien avec Alexis Jeny, Paris, Albin Michel, 2016.

Les guerres sans fin, Paris, Ed Stock, 2008.

Le livre, mémoire de l'histoire, Paris, Le Préau des collines, 2006.

Les guerres de mémoire, Paris, Ed de l'Aube, 2005.

La gangrène et l'oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie. Paris, Ed La Découverte, 1991.



Jacques Frémeaux, 1^{ère} section – ASOM

L'Algérie, où ma famille était installée depuis le milieu du XIX^e siècle, et qu'elle a été forcée de quitter brutalement en 1962, constitue l'expérience fondamentale et la référence de base de toutes mes recherches en histoire et plus largement en sciences humaines. Partant de là, il me paraît évident que l'originalité des rapports franco-algériens fut et demeure encore le partage d'une histoire à la fois riche d'échanges et désespérante par la longue indifférence de la France à tirer toutes les conséquences des bouleversements qu'elle avait provoqués. Plutôt que dans les mémoires, c'est dans les idéologies qui se sont développées depuis la fin du conflit qu'il faut chercher la source des haines ou des incompréhensions. Les mémoires, même si elles s'opposent, constituent le patrimoine commun qui fait qu'un pied-noir est plus proche, par bien des côtés, d'un Algérien de sa génération que d'un Français de métropole. L'histoire peut-elle rapprocher ? Je l'ai cru longtemps, mais je finis par me le demander, tant elle est dévoyée, manipulée ou carrément ignorée. Le rapport de Benjamin Stora, aux suites duquel je me suis trouvé associé, dénote une indéniable hauteur de vue, mais je ne suis pas sûr que ses efforts rencontrent l'appui qu'ils méritent.

Quelques publications en rapport avec le thème de la table ronde

La Conquête de l'Algérie. La dernière campagne d'Abd el-Kader (1845-1847), CNRS-éditions, 2016. Prix Joseph-Robert de l'Association des Écrivains combattants, 2017, rééd. 2019

Algérie 1830-1914 ; Naissance et destin d'une colonie, Desclée de Brouwer, 2019. Prix de l'Académie des Arts et Lettres de Bordeaux, 2020 ;

L'Algérie 1914-1962. De la Grande Guerre à l'Indépendance, Éditions du Rocher, 2021.

« 1962. L'Algérie qui s'éloigne », 1962-2022, *Algérie-France, Réflexions et matériaux sur un interminable divorce*, *Outre-Mers. Revue d'histoire coloniale et impériale*, n° 414-415, 1^{er} sem. 2022, p. 27-48.

Questions et débats

(interventions limitées à deux, faute de temps)

Table ronde N° 2 « La France et le Proche-Orient : du passé à l'avenir »

Henry Laurens – 1^{ère} section – ASOM

Question posée par Dominique Barjot : *Dans votre livre récent, Le Passé imposé, Fayard, 2022, vous montrez bien comment les historiens travaillent au plus près du passé tout en maintenant une distance que la mémoire ne connaît pas. Or, le postcolonial d'aujourd'hui se ramène à un passé vécu au présent qui abolit toute distance. Nous ne sommes plus, selon vous, dans un passé dépassé ou qui ne passe pas, mais dans un passé imposé, victimaire, qui, de façon paradoxale, maintient l'euphémisation en croyant la condamner. En quoi cette analyse s'applique-t-elle, toujours selon vous, aux réalités du Proche-Orient d'aujourd'hui ?*

Il existe un paradoxe proche-oriental. En effet, cette région a peu connu la domination directe occidentale (exclusivement sous forme des mandats A de la SDN). En revanche, depuis la fin du XVIII^e siècle, elle constitue un nœud essentiel des relations internationales (la fameuse question d'Orient). Localement l'essentiel a été l'anti-impérialisme que l'on retrouve dans toutes les idéologies. Mais la question de Palestine,



du fait de la colonisation de peuplement, est vu dans une grande partie du monde comme la poursuite du colonialisme européen.

Alexandre Najjar - Membre associé – ASOM

Question posée par Dominique Barjot : *Par votre double appartenance à la nation libanaise et à la nation française, vous êtes l'un des mieux à même de nous aider à comprendre la crise qui frappe aujourd'hui le Liban. En quoi cette crise s'explique-t-elle par l'héritage historique et culturel du Liban ? L'histoire nous éclaire-t-elle sur les voies d'une possible renaissance du pays ? Quelles sont, pour vous, les conditions de cette renaissance ? La francophonie peut-elle en constituer l'une des voies, l'un des moyens ?*

Le Liban, une équation insoluble ?

Situé au carrefour de trois continents, le Liban est une mosaïque de 18 communautés religieuses. Sa position géographique et son pluralisme expliquent sa fragilité et les ingérences des puissances qui le considèrent comme un échiquier où ils peuvent régler leurs comptes. Le passé du pays est fait d'occupations et de luttes intestines, annonciatrices de la guerre civile (1975-1990) et des tensions actuelles que les accords de Taef n'ont pas réussi à apaiser. Cette instabilité chronique est-elle une fatalité ? Peut-on envisager une renaissance du Liban comme "nation indépendante, prospère et cultivée" selon les mots du général de Gaulle ?

Né à Beyrouth en 1967, Alexandre Najjar est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages traduits dans douze langues, dont *L'École de la guerre*, *Les Exilés du Caucase*, *Le Roman de Beyrouth*, *Kadicha*, *Berlin 36*, *Le Dictionnaire amoureux du Liban*, *De Gaulle et le Liban*, *Harry et Franz* et *Le Syndrome de Beyrouth*. Il a obtenu, entre autres, le Grand Prix de la Francophonie de l'Académie française, la Médaille d'or de la Renaissance française, le Prix Méditerranée, le Prix France-Liban et la Bourse de l'écrivain de la Fondation Lagardère. Avocat de profession, membre associé de l'Académie des sciences d'outre-mer, il dirige aussi *L'Orient littéraire*.

Christian Lochon – Membre libre – ASOM

Question posée par Dominique Barjot : *En quoi le facteur religieux peut-il constituer une clé d'explication du passé, du présent et de l'avenir des pays du Proche-Orient ? Constitue-t-il un facteur explicatif majeur ou faut-il faire appel à d'autres éléments tels que les rivalités géostratégiques entre nations, les enjeux économiques ou les facteurs culturels ? La laïcité est-elle possible au Proche-Orient ?*

Dans les pays de la Méditerranée orientale et méridionale, le facteur religieux dans la vie des sociétés est incontournable. Depuis les années 1970, l'étatisation du religieux s'y étend. L'absence de régulation démocratique et le déni du droit des peuples à participer à la gouvernance retardent le règlement de la crise. Néanmoins, une alternative citoyenne et un mouvement féministe sont apparus, réclamant des responsables politiques une réforme administrative et une démocratie consensuelle qui aboutirait à une société sécularisée.

Samir Saul - 2^{ème} section – ASOM

Question posée par Dominique Barjot : *Les pays du Proche-Orient, en particulier la Jordanie, le Liban et la Syrie, se situent aujourd'hui au cœur de l'affrontement entre puissances régionales (Israël, Égypte, Arabie saoudite, Turquie, Iran) et grandes puissances (États-Unis, Russie, Union européenne et ses principales nations, dont la France, voire Chine) ? S'agit-il d'une nouveauté ou cette situation s'inscrit-elle dans une longue tradition remontant à l'Empire ottoman, voire même avant ?*



La présente intervention est à deux volets, le premier à caractère philosophique, le second proprement historique. L'intitulé général « Le passé est-il toujours condamnable ? » pose d'une manière provocante une question devenue d'actualité. Elle est trop tentante pour ne pas susciter d'écho. Nous nous astreindrons à quelques coups de sonde pour rouvrir un sujet qui a occupé historiens et philosophes de l'histoire. Que notre réponse soit d'emblée négative appelle une explication et n'interdit pas d'esquisser une analyse plus fine. La question qui m'est spécifiquement adressée concerne la place du Proche-Orient, plus précisément de la Syrie historique (*bilad al-cham*), dans la géopolitique mondiale. A-t-elle été un centre de gravité ou un appendice à des centres de gravité externes à la région ? L'analyse révèle des constantes et quelques exceptions de courte durée. On clôturera par un retour à la question philosophique de départ, faisant un lien entre le jugement en histoire et la situation concrète de la France au Proche-Orient.

Samir Saul est docteur d'État (Paris) et professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Montréal. Il est l'auteur de *La France et l'Égypte de 1882 à 1914. Intérêts économiques et implications politiques* (Paris, CHEFF, 1997) et de *Intérêts économiques français et décolonisation de l'Afrique du Nord (1945-1962)* (Genève, Droz, 2016). Il est le codirecteur de *Méditerranée, Moyen-Orient : deux siècles de relations internationales* (Paris, L'Harmattan, 2003). Paraîtra prochainement *L'impérialisme, passé et présent. Un essai*. Article et chapitres de livres : « Découpage colonial et *nation-building* en Syrie mandataire : regards français sur les suites de l'accord Sykes-Picot (1916-1938) », *Guerres mondiales et conflits contemporains* (Paris), n° 257, 2015, p. 111-135 ; « Les perspectives d'intégration économique en Méditerranée orientale à la lumière des derniers plans de développement des pays de la région », dans *Méditerranée et mer Noire entre mondialisation et régionalisation*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 99-123 ; « Commerce extérieur de la Turquie et commerce extérieur de la Syrie (1975-1990). Comparaisons et contrastes », dans *La Turquie entre trois mondes*, Paris, L'Harmattan, 1998, pp. 249-286.

Henry Laurens – 1^{ère} section – ASOM

Question posée par Dominique Barjot : *Comment l'historien que vous êtes interprète-t-il la crise actuelle du Proche-Orient ? L'analyse de l'historien peut-elle endiguer l'appropriation de l'histoire par les acteurs, aider à établir et à mieux comprendre les faits et peut-être même à envisager les retours à une dynamique de développement économique, social, environnemental et culturel ?*

Les crises actuelles s'inscrivent dans la suite des « crises d'Orient ». Elles sont toujours géopolitiques par essence. Sur ces questions, voir les ouvrages suivants :

- 1 - *Le Passé imposé*, Fayard, 2022
- 2 - Les crises d'Orient, deux volumes parus :
 - *Les crises d'Orient, Question d'Orient et Grand Jeu, 1768-1914*, Paris, Fayard, 2017.
 - *Les crises d'Orient, Tome II, La naissance du Moyen-Orient 1914-1949*, Paris, Fayard, 2019.
- 3 - *La question de Palestine*, 5 volumes :
 - *L'invention de la Terre sainte*, Tome I, Paris, Fayard, 1999. Traduction arabe Le Caire 2005-2006.
 - *Une mission sacrée de civilisation*, Tome II, Paris, Fayard, 2002. Traduction en arabe Le Caire 2007-2008.
 - *L'accomplissement des prophéties*, Tome III 1947-1967, Paris, Fayard, 2007. Traduction en arabe, Le Caire 2009.
 - *Le rameau d'olivier et le fusil du combattant*, Tome IV 1967-1982, Paris, Fayard 2011.
 - *La paix impossible 1982-2001*, Tome Ve, Paris, Fayard, 2015.



Questions et débats

(interventions limitées à deux, faute de temps)

Présentation du livre d'Henry Laurens, *Le Passé imposé* (Fayard, 2022, 256 p.)

(cette présentation sera effectuée au cours de la table ronde 2)

Installation par Dominique Barjot de Marie-Sybille de Vienne en qualité de Membre libre au siège de Gérard Mottet, dont elle fera l'éloge